

Relance de l'appel pour le Colloque international IdA-Brest

"Égalité de droit, inégalités de fait dans les Amériques, approches pluridisciplinaires"

"Igualdad de derecho, desigualdades de hecho en las Américas, enfoques pluridisciplinarios"

"Equal rights, de facto inequalities in the Americas, multidisciplinary approaches"

17-20 novembre 2021, Université de Bretagne Occidentale

**Prolongement de l'appel à propositions jusqu'au 10 juillet 2021.
Les conférences seront données et les communications faites
sur site ou en visioconférence.**

Argumentaire scientifique

Le colloque "Égalité de droit, inégalités de fait dans les Amériques" s'intéressera tant aux problématiques des inégalités qu'aux formes de résistance ou de mobilisation pour l'égalité. L'approche proposée par le colloque sera avant tout pluri et interdisciplinaire ; toutes les approches seront les bienvenues, qu'elles aient trait à l'histoire, la sociologie, l'anthropologie, la géographie, l'urbanisme, l'architecture, l'histoire de l'art, les sciences de la nature et de l'environnement, le droit, la narratologie, etc. Les analyses pourront adopter une perspective diachronique aussi bien que synchronique et également miser sur la comparaison entre plusieurs situations d'inégalités/égalités. L'analyse des « inégalités » pourra se faire selon une approche intersectionnelle, croisant le genre, la classe sociale, la racisation ou encore, l'âge, l'orientation sexuelle, la religion...

Ce colloque sera résolument comparatiste et les participant.e.s sont invité.e.s à proposer des regards croisés sur différents pays ou aires régionales. Toutes les échelles de rapport sont bienvenues, familiale, communautaire, municipale, locale, provinciale, étatique, continentale. Les situations concrètes seront à privilégier, notamment dans le cadre de notre titre et de sa référence aux "inégalités de fait". Les actrices et acteurs de terrain auront donc la part belle dans ces échanges, mais nous n'oublierons pas pour autant les politiques publiques, les institutions, entreprises privées, organisations en tout genre qui sont souvent "en face".

Les Amériques présentent un rapport égalités/inégalités très frappant par rapport à l'Europe. En Amérique du Sud, les inégalités économiques par exemple sont relativement fortes. Si l'on retient les indicateurs de la part des revenus pour les 10% les plus riches et pour les 10% les plus pauvres, on observe une sur-appropriation des premiers et une sous-appropriation des seconds, présentant un écart supérieur à celui de l'Europe dans son ensemble. En Amérique du Nord, les chiffres des Etats-Unis sont comparables à ceux de l'Argentine, alors que ceux du Canada tendent à se rapprocher de ceux de l'Europe de l'Ouest (Perspective Monde, 2019).

L'Amérique Latine développe une économie néo-libérale selon un modèle « extractiviste », c'est-à-dire l'exploitation des ressources naturelles, notamment minières. Cette économie n'est pas propre à réduire les inégalités. Sans même entrer dans la discussion sur les pouvoirs d'exception qui accompagnent cette politique économique de manière à gérer les conflits (Wright, 2018), on peut avancer que la redistribution des profits est discutable. En effet, même sous un gouvernement de gauche, engageant des programmes de santé ou d'éducation, les conflits d'usage de la terre, les expropriations, ou encore la pollution contredisent la politique sociale énoncée. On doit replacer en outre ces économies en contexte globalisé : les pays d'Amérique latine sont assez fortement endettés, dépendants de la finance internationale et pris dans les rapports de force nord-sud

notamment dans le cadre d'accord bilatéraux avec les Etats-Unis et à présent la Chine (Deforge & Lemoine, 2018).

60% des travailleurs-euses du monde sont impliqué-e-s dans **l'économie informelle** (Organisation Mondiale du Travail, 2018) et celle-ci continue de se développer aux Amériques, avec plus de 30% des PIB au Sud et un peu plus de 5% des PIB au Nord (Alexander, 2019). Selon l'Institut Brésilien de géographie et statistiques, depuis 2017, il y a plus de travailleurs informels dans ce pays que de travailleurs possédant un CTPS, le livret de travail et de protection sociale, ouvrant des droits aux congés payés, à la retraite.

L'immigration est un mode de redistributions des ressources, notamment à travers les *remesas*, ces envois d'argent vers les villes et villages d'origine des migrants. Les *remesas* représentent 2,6% du PIB au Mexique soit 27 milliards de dollars (US) en 2016. Cet argent constitue un point d'appui du développement économique des territoires avec des disparités selon les régions qui ne vient pourtant pas compenser les inégalités sociales et la pauvreté (Canales, 2007).

Dans le même temps que les inégalités se développent des **mouvements de lutte** anti-néolibéraux et pour l'égalité des droits à la terre, mais aussi à un toit, à un travail, pour défendre la liberté, la démocratie, la justice et la paix, avec la participation active des habitants d'origine à l'instar de l'EZLN au Chiapas mexicain (Martin, 2019). Les autochtones nord-américains se sont fortement mobilisés ces dernières années contre des lois ou des projets de pipeline qui menaçaient la qualité de l'eau et l'environnement. L'égalité d'accès à l'avortement et à l'éducation sexuelle intégrale est largement revendiquée en Amérique du Sud, notamment à partir du phénomène de la « marée verte » en Argentine. Plus largement il s'agit de revendiquer l'égalité de droit, quelle que soit l'identité de genre. Le Président argentin l'a annoncé non comme question de santé publique, comme en France, mais comme question de droit, d'égalité : « *Toute femme a droit à disposer de son corps* » – sous-entendu pas seulement celles qui ont les moyens d'avorter ailleurs qu'à l'hôpital public argentin (Carbajal, 2020).

Aux Etats-Unis, l'élection de Donald Trump a confirmé une tendance de nombreux états à restreindre l'accès à l'avortement. Si la décision de la Cour suprême de 1973 qui légalise l'avortement n'a pas (encore) été remise en question, c'est au niveau local que se joue le blocage. Amnesty International rapporte qu'en 2014, "93 % des comtés de l'Alabama ne disposaient pas de clinique réalisant des avortements" (Amnesty International, 2019). Au Canada, "l'avortement est sans restriction en droit criminel et protégé par les droits constitutionnels à la sécurité de la personne et à la protection contre la discrimination sexuelle" (Paynter, 2019). Les Etats-Unis n'ont jamais légiféré sur la question de l'avortement et laissé le soin à la plus haute Cour de justice du pays de ne pas en interdire la pratique, alors que le Canada a considérablement protégé la pratique par des lois fédérales.

La période du confinement, comme gestion de l'expansion de la contamination par la Covid 19 inaugurée par la Chine en décembre 2019, a affecté une grande partie du monde entre mars et mai 2020 et a mis en relief des inégalités depuis longtemps dénoncées malgré des conditions très diverses selon les pays, les niveaux socio-économiques, les idéologies ou croyances de chacun-e. Le temps dégagé par le confinement a peut-être contribué à concentrer l'attention sur les inégalités de genre, de classe, de race, d'âge, d'accès aux nouvelles technologies qui minent la plupart des sociétés du globe. Nous nous proposons d'observer et d'analyser les inégalités de fait et la lutte pour l'égalité dans le contexte particulier du confinement mondial et de ralentissement exceptionnel d'un monde qui a mis temporairement fin de manière abrupte à la suractivité et à la surconsommation.

On pourra aborder les inégalités vécues par les populations précaires, les personnels des services de santé, les inégalités en termes d'habitat et de conditions de vie, entre les villes et les campagnes. On pourra analyser les inégalités liées à l'âge, au genre : les violences domestiques ont grimpé en flèche depuis le début du confinement, mettant des millions de femmes et d'enfants en danger, et ce sont les hommes qui sont le plus touchés par les formes graves d'infection par le Covid-19. On s'intéressera aux inégalités politiques et sociales qui permettent à des groupes de vociférer en armes dans la rue (expression publique de la colère réservée aux hommes) et aux inégalités raciales qui permettent à des hommes blancs de se comporter d'une manière très menaçante dans l'espace public sans intervention active des forces de l'ordre.

Les propositions (en anglais, en français, en portugais ou en espagnol) devront comporter le nom et le prénom, le titre, un résumé de la communication d'environ 300-500 mots et une brève notice biographique. Elles devront être envoyées **avant le 30 juin 2020**.

Elles seront à adresser conjointement aux organisateur·e·s du colloque :

Gilda Charrier : gilda.charrier@univ-brest.fr

Jean-Marc Serme : jean-marc.serme@univ-brest.fr

Edna Hernández González: Edna.Hernandez@univ-brest.fr

La réponse du comité scientifique sera envoyée aux intervenant·e·s avant le **15 juillet 2021**.

Calendrier prévisionnel :

Publication d'AAP: 9 avril 2021

Réception des propositions: 30 juin 2021

Retour : 15 juillet 2021

Réception première version communication : octobre 2021

Projet éditorial à Comité de Lecture : janvier 2022 (PUR, Revue IDEAS ou numéro spécial d'une revue scientifique)

Comité scientifique :

Martha de Alba, Universidad Autónoma Metropolitana- Ixtapalapa (Mexique); Christophe Albaladejo, LISST (France); Marco Alberio, Chaire de recherche du Canada en innovation sociale et développement des territoires (Canada), Yvanne Bouvet, CRBC, Université de Bretagne Occidentale, (France); René-Paul Desse, Institut de Géoarchitecture, Université de Bretagne Occidentale (France) ; Héctor Dupuy, UNLP Centro de Investigaciones Geográficas, CIG, (Argentine); Hernán Escobar Zamora, UPLA Centro de Estudios Ambientales, CEAM (Chili) ; Arlette Gautier, LABERS, Université de Bretagne Occidentale (France) ; Maxime Gohier, Université du Québec à Rimouski (Canada) ; Romain Huret, Centre d'études nord-américaines de l'EHESS (France) ; Roger Keil, Université York (Canada); Gabriela Inés Maldonado, CONICET, Universidad Nacional de Río Cuarto (Argentine) ; Emma Morales García, Universidad Iberoamericana Puebla (Mexique); Maíra Machado-Martins, Pontificia Universidade Católica de Rio de Janeiro, PUC-Rio (Brésil); Alejandro Mercado-Célis, Universidad Autónoma de México (Mexique), César Ramírez Chaparro, Escuela Superior de Administración Pública de Bogotá (Colombie).

CONVOCATORIA

Coloquio Internacional "Igualdad de derecho, desigualdades de hecho en las Américas, enfoques pluridisciplinarios"

Universidad de Bretaña Occidental (Brest), 17-20 noviembre 2021

Prórroga de la convocatoria hasta el 10 de julio de 2021.

Las conferencias y las comunicaciones se realizarán in situ o por videoconferencia.

Justificación científica

El coloquio internacional "Igualdad de derecho, desigualdades de hecho en las Américas, enfoques pluridisciplinarios" se centrará en la discusión de los problemas vinculados a la desigualdad, así como de las formas de resistencia o movilización por la igualdad. El enfoque propuesto por el coloquio será ante todo plural e interdisciplinario; todos los enfoques serán bienvenidos, ya sea en relación con la historia, la sociología, la antropología, la geografía, el urbanismo, la arquitectura, la historia del arte, las ciencias naturales y medioambientales, el derecho, la narratología, etc. Los análisis pueden adoptar una perspectiva tanto diacrónica como sincrónica y también se basan en la comparación entre varias situaciones de desigualdad/ igualdad. El análisis de las "desigualdades" puede hacerse según un enfoque interseccional, tomando en cuenta el género, la clase social, la racialización, la edad, la orientación sexual, la religión, entre otras.

Este coloquio será decididamente comparativo y se invita a los participantes a proponer perspectivas transfronterizas o regionales. Todas las escalas de análisis son bienvenidas: familiar, comunitaria, municipal, local, provincial, estatal, continental. Se privilegiará el abordaje de situaciones concretas, y su referencia a las "desigualdades de hecho". Por lo tanto, los actores de terreno tendrán un papel importante en estos intercambios, pero no olvidaremos las políticas públicas, las instituciones, las empresas privadas y las organizaciones de todo tipo que a menudo están "enfrente".

El continente americano presenta índices de desigualdad especialmente altos en comparación con los de Europa. En Sudamérica, por ejemplo, los indicadores muestran que el 10% más rico se apropia de una proporción sustantivamente mayor de la renta que el 10% más pobre, con una diferencia significativa respecto del conjunto de Europa. En América del Norte, las cifras de Estados Unidos son comparables a las de Argentina, mientras que las de Canadá tienden a acercarse a las de Europa Occidental (Perspective Monde, 2019).

América Latina está desarrollando una economía neoliberal basada en un modelo "extractivista", es decir, en la explotación de los recursos naturales, especialmente la minería. Esta economía no favorece la reducción de las desigualdades. Sin entrar siquiera en la discusión de los poderes de emergencia que acompañan a esta política económica para gestionar los conflictos (Wright, 2018), se puede argumentar que la redistribución de los beneficios es cuestionable. De hecho, incluso bajo gobiernos de izquierda, la participación en programas de salud o educación, los conflictos por el uso de la tierra, las expropiaciones o incluso la contaminación contradicen la política social declarada. Dichas economías deben considerarse en un contexto global: los países latinoamericanos están sumamente endeudados, dependen de las finanzas internacionales y están atrapados en las relaciones de poder Norte-Sur, especialmente en el marco de los acuerdos bilaterales con Estados Unidos y ahora con China (Deforge & Lemoine, 2018).

El 60% de los trabajadores del mundo están involucrados en la **economía informal** (Organización Mundial del Trabajo, 2018). Dicho porcentaje sigue creciendo en las Américas: el mercado informal representa más del 30% del PIB en Sudamérica y poco más del 5% del PIB en Norteamérica (Alexander, 2019). Según el Instituto Brasileño de Geografía y Estadística, desde 2017, son más los trabajadores informales que aquellos que cuentan con CTPS, cartilla de trabajo y seguridad social.

La **inmigración** es una forma de redistribuir los recursos, sobre todo a través de las remesas, que se envían a las ciudades y pueblos de origen de los emigrantes. En 2016, las remesas representaban el 2,6% del PIB de México, es decir, 27.000 millones de dólares (US). Este dinero es un apoyo al desarrollo económico, con fuertes disparidades entre regiones, pero no compensa las desigualdades sociales y la pobreza (Canales, 2007).

Paralelamente, han surgido distintos **movimientos sociales** que luchan y por la igualdad de derechos en el acceso a la tierra, pero también a un techo, a un trabajo, para defender la libertad, la democracia, la justicia y la paz, que muchas veces cuentan con la participación activa de pobladores originarios, como el EZLN en el Chiapas mexicano (Martín, 2019). Los indígenas norteamericanos se han movilizado con fuerza en los últimos años contra las leyes o proyectos de oleoductos que amenazan la calidad del agua y el medio ambiente. La igualdad de acceso al aborto y la educación sexual integral son ampliamente reivindicadas en América del Sur, sobre todo a partir del fenómeno de la "marea verde" en Argentina. Más ampliamente, se trata de exigir la igualdad de derechos, independientemente de la identidad de género. El presidente argentino lo ha anunciado no como una cuestión de salud pública, como en Francia, sino como una cuestión de derecho, de igualdad: "Toda mujer tiene derecho a disponer de su cuerpo", haciendo foco en las desigualdades de clase a las que daba lugar el aborto clandestino (Carbajal, 2020).

En Estados Unidos, la elección de Donald Trump confirmó una tendencia en muchos estados a restringir el acceso al aborto. Aunque la decisión del Tribunal Supremo de 1973 que legaliza el aborto no ha sido (todavía) impugnada, es en el ámbito local donde se produce el bloqueo. Amnistía Internacional informa que en 2014, "el 93% de los condados de Alabama no tenían clínicas que realizaran abortos" (Amnistía Internacional, 2019). En Canadá, "el aborto no está restringido por el derecho penal y está protegido por los derechos constitucionales a la seguridad de la persona y a la protección contra la discriminación por razón de sexo" (Paynter, 2019). Estados Unidos nunca ha legislado sobre la cuestión del aborto y ha dejado en manos del más alto tribunal del país la posibilidad de no prohibirlo, mientras que Canadá ha protegido considerablemente esta práctica mediante leyes federales.

El periodo de confinamiento, como medida para controlar la expansión del contagio de Covid-19, afectó a gran parte del mundo, sobre todo, entre marzo y mayo de 2020. A pesar de las condiciones tan dispares entre países, niveles socioeconómicos, ideologías o creencias, dicha situación sigue poniendo de manifiesto desigualdades que se vienen denunciando desde hace tiempo. El periodo de confinamiento, que continua en un gran número de países latinoamericanos, puede haber contribuido a centrar la atención en las desigualdades de género, clase, raza, edad y acceso a las nuevas tecnologías que afectan a la mayoría de las sociedades del mundo. En este sentido, nos proponemos observar y analizar las desigualdades de hecho y la lucha por la igualdad en el contexto particular del confinamiento global y la excepcional desaceleración de un mundo que ha puesto fin temporalmente a la sobreactividad y el sobreconsumo.

Invitamos a presentar estudios sobre distintos aspectos que permitan pensar las dinámicas de la desigualdad en las Américas, como las desigualdades que sufren las poblaciones precarizadas, en

espacios rurales y urbanos, en términos de vivienda y condiciones de vida; las condiciones laborales en distintos espacios de trabajo, en particular las de las y los trabajadores sanitarios; la violencia doméstica que se disparó desde el inicio del confinamiento, poniendo en riesgo a millones de mujeres y niños, entre otras. Esperamos propuestas que aborden las desigualdades relacionadas con la clase, la edad, el género, el origen migratorio y los procesos de racialización, así como aquellas vinculadas con la posibilidad de expresar distintas demandas y emociones en el espacio público.

Las propuestas (en inglés, francés, portugués o español) incluirán: nombre y apellidos del autor, título, resumen de 300-500 palabras y una breve nota biográfica.

Los resúmenes deberán ser enviados antes del **30 de junio de 2021**, a los organizadores del coloquio:

Gilda Charrier : gilda.charrier@univ-brest.fr

Jean-Marc Serme : jean-marc.serme@univ-brest.fr

Edna Hernández González: Edna.Hernandez@univ-brest.fr

La respuesta del comité científico se enviará a los participantes antes del **15 de julio de 2021**.

Calendario provisional:

Publicación de la convocatoria: 9 abril 2021

Recepción de propuestas: 30 de junio 2021

Respuesta del Comité Científico: 15 julio 2021

Recepción de la primera versión de las comunicaciones: octubre 2021

Proyecto editorial con un Comité de Lectura: enero 2022

Comité científico:

Martha de Alba, Universidad Autónoma Metropolitana - Ixtapalapa (México); Christophe Albaladejo, LISST (Francia) ; Marco Alberio, Chaire de recherche du Canada en innovation sociale et développement des territoires (Canadá), Yvanne Bouvet, CRBC, Université de Bretagne Occidentale (Francia) ; René-Paul Desse, Institut de Géoarchitecture, Université de Bretagne Occidentale (Francia) ; Héctor Dupuy, UNLP Centro de Investigaciones Geográficas, CIG, (Argentina) ; Hernán Escobar Zamora, UPLA Centro de Estudios Ambientales, CEAM (Chile) ; Arlette Gautier, LABERS, Université de Bretagne Occidentale (Francia) ; Maxime Gohier, Université du Québec à Rimouski (Canadá); Romain Huret, Centre d'études nord-américaines de l'EHESS (Francia); Roger Keil, Université York (Canadá); Gabriela Inés Maldonado, CONICET, Universidad Nacional de Río Cuarto (Argentina) ; Emma Morales García, Universidad Iberoamericana Puebla (México); Maíra Machado-Martins, Pontificia Universidade Católica de Rio de Janeiro, PUC-Rio (Brasil); Alejandro Mercado-Célis, Universidad Autónoma de México, César Ramírez Chaparro, Escuela Superior de Administración Pública de Bogotá (Colombia).

"Equal rights, de facto inequalities in the Americas, multidisciplinary approaches"

17-20 November 2021, Université de Bretagne Occidentale

The call for papers is extended to July 10, 2021.

Lectures will be given and presentations will be made on-site or via videoconferencing.

Scientific Argument

The conference "**Equal rights, de facto inequalities in the Americas, multidisciplinary approaches**" will focus on the problems of inequality as well as on the forms of resistance or mobilization for equality. The approach proposed by the conference will be above all plural and interdisciplinary; all approaches are welcome, whether they relate to history, sociology, anthropology, geography, urban planning, architecture, art history, natural and environmental sciences, law or narratology, etc. The analysis may adopt a diachronic as well as a synchronic approach and also rely on the comparison between several situations of inequality/equality. The analysis of "inequalities" will be looked at with an intersectional approach, crossing gender, social class, racialization, age, sexual orientation, religion...

This conference will be resolutely comparative and participants are invited to propose cross-country or regional perspectives. All scales of relationship are welcome: family, community, municipal, local, provincial, state, continental. Papers pertaining to concrete situations will be chosen as a priority, in particular within the framework of our title and its reference to "de facto inequalities". Actors working in the field will therefore represent the lion's share of these exchanges, but public policies, institutions, private companies, and organizations of all kinds that are often "on the other side" will also be represented.

The Americas present a very striking ratio of inequality/equality compared to Europe. In South America, for example, economic inequalities are relatively high. If we look at the income indicators for the top 10% richest and the 10% poorest earners, we see an over-representation of the former and an under-representation of the latter, with a greater gap than in Europe as a whole. In North America, the figures for the United States are comparable to those of Argentina, while those of Canada tend to be closer to those of Western Europe (World Perspective, 2019).

Latin America is developing a neo-liberal economy based on an "extractivist" model, i.e., the exploitation of natural resources, particularly mining resources. This economy is not conducive to reducing inequality. Without even getting into the discussion of the emergency powers that accompany this economic policy in order to manage conflicts (Wright, 2018), one can argue that the redistribution of profits is questionable. Indeed, even under a left-wing government, engaging in health or education programs, land use conflicts, expropriations, or even pollution contradict the stated social policy. We must also place these economies in a globalized context: Latin American countries are heavily indebted, dependent on international finance and caught up in North-South power relations, particularly in the context of bilateral agreements with the United States and now China (Deforge & Lemoine, 2018).

As much as 60% of the world's workers are involved in the **informal economy** (World Labor Organization, 2018) and this percentage continues to grow in the Americas, with it accounting for more than 30% of GDP in the South of the continent and just over 5% of GDP in the North (Alexander,

2019). According to the Brazilian Institute of Geography and Statistics, since 2017, there have been more workers in the informal sector in Brazil than workers with a CTPS, the work and social protection booklet, opening rights to paid vacations, and retirement.

Immigration is a way of redistributing resources, particularly through remittances to the cities and villages of the migrants. *Remesas* represented 2.6% of Mexico's GDP, or 27 billion dollars (US) in 2016. This money is a support for the economic development of the local area, with disparities between regions, but it does not compensate for social inequalities and poverty (Canales, 2007).

At the same time as inequalities are developing, anti-neoliberal **protest movements** are campaigning for equal rights to land, but also rights to having a roof over one's head, rights to a job, to defend freedom, democracy, justice and peace. The active participation of the original inhabitants follow the example of the EZLN in Mexican Chiapas (Martin, 2019) . Indigenous North Americans have mobilized with force in recent years against laws or pipeline projects that have threatened water quality and the environment. Equal access to abortion and comprehensive sex education are widely clamoured for in South America, notably from the "green wave" phenomenon in Argentina. On broader terms, it is a question of demanding equal rights, regardless of gender identity. The Argentinean President has announced this, not as a matter of public health, as in France, but as a matter of right, of equality: "Every woman has the right to make choices about her own body" - by which he means not only those who can afford to have an abortion elsewhere than in Argentinean public hospitals (Carbajal, 2020).

In the United States, the election of Donald Trump confirmed a trend in many states to restrict access to abortion. While the 1973 Supreme Court decision legalizing abortion has not (yet) been challenged, the blockage is at the local level. Amnesty International reports that in 2014, "93 percent of Alabama counties did not have clinics that performed abortions" (Amnesty International, 2019). In Canada, "abortion is unrestricted under criminal law and protected by constitutional rights to security of the person and freedom from sex discrimination" (Paynter, 2019). The United States has never legislated on the issue of abortion and left it to the highest court in the land not to prohibit the practice, while Canada has significantly protected the practice through federal laws.

The management of Lockdown, following the expansion of the Covid 19 contamination, which started in China in December 2019, has affected and is continuing to affect a large part of the world's population. This pandemic has highlighted inequalities, which have long been denounced despite very diverse conditions according to the American countries respective socio-economic levels, ideologies or beliefs.. The time freed up by lockdown may have helped focus attention on the inequalities of gender, class, race, age, and access to new technologies that plague most societies around the globe. We propose to observe and analyze de facto inequalities and the struggle for equality in the particular context of global containment and the exceptional economic downturn of a world that has temporarily and abruptly ended over-activity and over-consumption.

We also encourage participants to address the inequalities of different groups: precarious populations, health service workers, inequalities in terms of housing and living conditions in cities as well as in the countryside. Inequalities related to age and gender can be analyzed: domestic violence has skyrocketed since the beginning of lockdown, putting millions of women and children at risk, and men are the most affected by severe forms of infection by Covid-19. The focus will be on the political and social inequalities that allow groups to rant and rave in the street (a public expression of anger

reserved for men), as well as the racial inequalities that allow white men to behave in a highly threatening manner in public spaces without active law enforcement intervention.

Proposals (in English, French, Portuguese, or Spanish) should include your full name, a title, a summary of the paper of approximately 300-500 words, and a brief biography. They must be sent before **June 30, 2021**.

They should be sent jointly to the conference organizers:

Gilda Charrier : gilda.charrier@univ-brest.fr

Jean-Marc Serme : jean-marc.serme@univ-brest.fr

Edna Hernández González: Edna.Hernandez@univ-brest.fr

The answer of the scientific committee will be sent to the speakers before July 15, 2021.

Scientific Committee:

Martha de Alba, Universidad Autónoma Metropolitana- Ixtapalapa (Mexico); Christophe Albaladejo, LISST (France); Marco Alberio, Chaire de recherche du Canada en innovation sociale et développement des territoires (Canada), Yvanne Bouvet, CRBC, Université de Bretagne Occidentale, (France); René-Paul Desse, Institut de Géoarchitecture, Université de Bretagne Occidentale (France) ; Héctor Dupuy, UNLP Centro de Investigaciones Geográficas, CIG, (Argentina); Hernán Escobar Zamora, UPLA Centro de Estudios Ambientales, CEAM (Chili) ; Arlette Gautier, LABERS, Université de Bretagne Occidentale (France) ; Maxime Gohier, Université du Québec à Rimouski (Canada) ; Romain Huret, Centre d'études nord-américaines de l'EHESS (France) ; Roger Keil, Université York (Canada); Gabriela Inés Maldonado, CONICET, Universidad Nacional de Río Cuarto (Argentina) ; Emma Morales García, Universidad Iberoamericana Puebla (Mexico); Maíra Machado-Martins, Pontificia Universidade Católica de Rio de Janeiro, PUC-Rio (Brazil); Alejandro Mercado-Célis, Universidad Autónoma de México (Mexico), César Ramírez Chaparro, Escuela Superior de Administración Pública de Bogotá (Colombia).